Être ensuite rigoureusement fouetté de la corde à la discrétion des commissaires.

On apprend que le duc de Brunswich s'est rendu chez le président de semaine de l'assemblée de L. H. P. & qu'il a déclaré : Que pour prévenir toutes les interprétations erronées que quelques membres des provinces respectives paroissent avoir données au sens de son adresse à L. H. P. du 21 Juin, il a jugé à propos de déclarer que son intention n'a jamais été de demander à L. H. P. un examen juridique sur son affaire, ni de leur demander en conséquence une satisfaction immédiate : encore moins de révoquer en doute la haute souveraineté & la juridiction par lui respectée qui appartient à chacune des provinces ; mais seulement pour réclamer, en sa qualité de feld-maréchal de cet Etat, la haute protection de L. H. P. qui l'ont revêtu de ce caractère, qu'on ne peut séparer de sa personne ; en conséquence de quoi, il jugeoit que le blâme jetté sur sa personne, ne sauroit être indifférent à L. H. P. ; aux fins & à l'effet d'en être purgé par leur haute intervention, au lieu & de la manière qu'il est convenable : que cela est d'autant plus évident, que dès que L. H. P. eurent pris la résolution du 2 Juillet 1781, il déclara le 4 du même mois, au président de l'assemblée en propres termes : qu'il n'avoit pas porté directement ses plaintes à L. H. P. Ce qui, comparé à sa première adresse, manifeste (comme il s'en flatte) clairement son intention d'avoir demandé par là à L. H. P. qu'elles fassent en sorte qu'il soit purgé d'une manière convenable du blâme jetté sur lui, & que L. H. P. dirigent les choses de manière qu'il puisse être justifié aux yeux du monde entier. Sur quoi, les députés des provinces respectives ont été priés d'en donner une connoissance préalable aux Etats leurs principaux, afin que, sur les délibérations relatives à la missive du seigneur duc du 21 Juin 1781, il soit fait telle réflexion que L. H. P. jugeront convenable.